

Conseil d'administration du 30 juillet 2012

**COMPTES CONSOLIDES RESUMES
DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2012**

Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	S1 2012	S1 2011 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	7	36 222	33 464
Achats de combustible et d'énergie		(17 950)	(14 964)
Autres consommations externes		(4 595)	(4 483)
Charges de personnel		(5 783)	(5 420)
Impôts et taxes		(1 597)	(1 511)
Autres produits et charges opérationnels	8	2 778	1 589
Excédent brut d'exploitation		9 075	8 675
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading		98	(28)
Dotations aux amortissements		(3 283)	(3 131)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession		(94)	(208)
(Pertes de valeur) / reprises	9	(294)	(269)
Autres produits et charges d'exploitation	10	100	327
Résultat d'exploitation		5 602	5 366
Coût de l'endettement financier brut		(1 240)	(1 107)
Effet de l'actualisation	11	(1 562)	(1 524)
Autres produits et charges financiers		992	821
Résultat financier	11	(1 810)	(1 810)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées		3 792	3 556
Impôts sur les résultats	12	(1 235)	(995)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	15	343	262
Résultat net consolidé		2 900	2 823
<i>Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		132	176
<i>Dont résultat net - part du Groupe</i>		2 768	2 647
Résultat net part du Groupe par action :			
Résultat par action en euros		1,50	1,43
Résultat dilué par action en euros		1,50	1,43

(1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2011 ont été retraitées de l'impact lié au changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi (voir note 2).

Etats du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	S1 2012	S1 2011 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé		2 900	2 823
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ⁽²⁾	20.4.1	560	(172)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat ⁽³⁾		(183)	(194)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture ⁽⁴⁾	20.4.2	(1 149)	161
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture transférée en résultat		241	309
Variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi ⁽⁵⁾	21.4.1.1	(1 575)	(650)
Ecart de conversion		997	(1 227)
Impôts ⁽⁶⁾		329	298
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(780)	(1 475)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 120	1 348
<i>dont part du Groupe</i>		<i>1 899</i>	<i>1 276</i>
<i>dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>221</i>	<i>72</i>

- (1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2011 ont été retraitées de l'impact lié au changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi (voir note 2).
- (2) Dont 560 millions d'euros en part du Groupe au 1^{er} semestre 2012 ((172) millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).
- (3) Dont (147) millions d'euros liés à la cession d'EnBW au 1^{er} semestre 2011.
- (4) Dont (1 149) millions d'euros en part du Groupe au 1^{er} semestre 2012 (130 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).
- (5) Dont (1 535) millions d'euros liés aux entreprises contrôlées et (40) millions d'euros liés aux entreprises associées.
- (6) Les impôts se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011 ⁽¹⁾
Impôts sur variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(174)	66
Impôts sur variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	148	10
Impôts sur variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	355	222
Total	329	298

Bilans consolidés

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30.06.2012	31.12.2011 ⁽¹⁾
Goodwill	13	10 655	11 648
Autres actifs incorporels		7 040	4 702
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	14	46 194	45 501
Immobilisations en concessions des autres activités	14	7 119	6 022
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	14	65 915	60 445
Participations dans les entreprises associées	15	7 754	7 544
Actifs financiers non courants	16	25 313	24 260
Impôts différés actifs		3 233	3 159
Actif non courant		173 223	163 281
Stocks		13 627	13 581
Clients et comptes rattachés	17	20 789	20 908
Actifs financiers courants	16	20 825	16 980
Actifs d'impôts courants		778	459
Autres débiteurs	18	11 593	10 309
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 920	5 743
Actif courant		72 532	67 980
Actifs détenus en vue de leur vente	19	1	701
Total de l'actif		245 756	231 962

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30.06.2012	31.12.2011 ⁽¹⁾
Capital	20	924	924
Réserves et résultats consolidés		28 223	27 559
Capitaux propres - part du Groupe		29 147	28 483
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		5 756	4 189
Total des capitaux propres		34 903	32 672
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs		37 265	37 198
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires		1 024	809
Provisions pour avantages du personnel		16 287	14 611
Autres provisions		1 868	1 338
Provisions non courantes	21.1	56 444	53 956
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	22	42 074	41 769
Passifs financiers non courants	23.1	46 110	42 688
Autres créditeurs	24	4 803	4 989
Impôts différés passifs		6 091	4 479
Passif non courant		155 522	147 881
Provisions courantes	21.1	3 670	4 062
Fournisseurs et comptes rattachés		11 792	13 681
Passifs financiers courants	23.1	20 067	12 789
Dettes d'impôts courants		512	571
Autres créditeurs	24	19 290	19 900
Passif courant		55 331	51 003
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	19	-	406
Total des capitaux propres et du passif		245 756	231 962

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2011 ont été retraitées de l'impact lié au changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi (voir note 2).

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	S1 2012	S1 2011 ⁽¹⁾
Opérations d'exploitation :			
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		3 792	3 556
Pertes de valeur (reprises)		294	269
Amortissements, provisions et variations de juste valeur		3 773	3 238
Produits et charges financiers		686	661
Dividendes reçus des entreprises associées		22	290
Plus ou moins-values de cession		(275)	(460)
Variation du besoin en fonds de roulement		(2 458)	(1 519)
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation		5 834	6 035
Frais financiers nets décaissés		(814)	(1 007)
Impôts sur le résultat payés		(892)	(582)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation		4 128	4 446
Opérations d'investissement :			
Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée) ⁽²⁾		(172)	3 708
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(6 233)	(4 883)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		349	78
Variations d'actifs financiers		(4 368)	(1 132)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement		(10 424)	(2 229)
Opérations de financement :			
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾		(237)	(1 233)
Dividendes versés par EDF	20.3	(1 072)	(1 068)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(115)	(171)
Actions propres	20.2	(1)	(6)
Flux de trésorerie avec les actionnaires		(1 425)	(2 478)
Emissions d'emprunts		8 489	2 228
Remboursements d'emprunts		(1 786)	(1 943)
Augmentation des passifs spécifiques des concessions		85	93
Subventions d'investissement		72	22
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement		6 860	400
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement		5 435	(2 078)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(861)	139
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture			
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(861)	139
Incidence des variations de change		50	(76)
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie		25	17
Incidence des autres reclassements		(37)	46
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		4 920	5 693

(1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2011 ont été retraitées de l'impact lié au changement de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi (voir note 2).

(2) L'effet de la cession de la participation dans EnBW sur le 1^{er} semestre 2011 s'élève à 3,8 milliards d'euros (règlement de 4,5 milliards d'euros net de la trésorerie cédée pour 0,7 milliard d'euros).

(3) Apports par augmentations ou réductions de capital et acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés contrôlées
Sur le 1^{er} semestre 2012, l'acquisition d'intérêts complémentaires de la participation d'EnBW dans la filiale ERSA s'élève à 252 millions d'euros (voir note 5.1).

Sur le 1^{er} semestre 2011, les acquisitions d'intérêts complémentaires dans le cadre de l'offre publique alternative simplifiée d'achat ou d'échange relative aux titres d'EDF Energies Nouvelles représentent un montant de 1 292 millions d'euros, dont 1 045 millions d'euros relatifs à la part en numéraire et 247 millions d'euros relatifs à la part en titres via le programme de rachat d'actions EDF associé.

Variations des capitaux propres consolidés

La variation des capitaux propres du 1^{er} janvier au 30 juin 2012 se présente comme suit :

	Capital	Réserves consolidées et résultat	Actions propres	Ecarts de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers ⁽²⁾	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>								
Capitaux propres au 31.12.2011 retraités ⁽¹⁾	924	27 511	(26)	1 147	(1 073)	28 483	4 189	32 672
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(1 200)	-	888	(557)	(869)	89	(780)
Résultat net	-	2 768	-	-	-	2 768	132	2 900
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	1 568	-	888	(557)	1 899	221	2 120
Dividendes distribués	-	(1 072)	-	-	-	(1 072)	(130)	(1 202)
Achats / ventes d'actions propres	-	-	3	-	-	3	-	3
Autres variations ⁽³⁾	-	(166)	-	-	-	(166)	1 476	1 310
Capitaux propres au 30.06.2012	924	27 841	(23)	2 035	(1 630)	29 147	5 756	34 903

La variation des capitaux propres du 1^{er} janvier au 30 juin 2011 se présente comme suit :

	Capital	Réserves consolidées et résultat	Actions propres	Ecarts de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers ⁽²⁾	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>								
Capitaux propres au 31.12.2010	924	29 469	(19)	543	400	31 317	5 586	36 903
Retraitements liés au changement de méthode comptable ⁽¹⁾	-	(1 697)	-	26	-	(1 671)	(121)	(1 792)
Capitaux propres au 31.12.2010 retraités ⁽¹⁾	924	27 772	(19)	569	400	29 646	5 465	35 111
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(445)	-	(1 074)	148	(1 371)	(104)	(1 475)
Résultat net	-	2 647	-	-	-	2 647	176	2 823
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	2 202	-	(1 074)	148	1 276	72	1 348
Augmentation de capital d'EDF ⁽⁴⁾	6	300	-	-	-	306	-	306
Dividendes distribués	-	(1 068)	-	-	-	(1 068)	(189)	(1 257)
Achats / ventes d'actions propres ⁽⁴⁾	-	-	(252)	-	-	(252)	-	(252)
Autres variations ⁽⁵⁾	-	(614)	-	-	-	(614)	(1 364)	(1 978)
Capitaux propres au 30.06.2011	930	28 592	(271)	(505)	548	29 294	3 984	33 278

(1) Les données publiées au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010 ont été retraitées de l'impact lié au changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi (voir note 2).

(2) Les variations correspondent aux effets des évaluations en valeur de marché, aux transferts en résultat de la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ainsi qu'aux effets des évaluations en valeur de marché des instruments financiers de couverture et aux montants transférés en résultat au titre du recyclage pour les contrats dénoués. Ces variations sont détaillées dans l'état du résultat net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(3) Sur le 1^{er} semestre 2012, les autres variations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle correspondent à hauteur de 1 387 millions d'euros aux effets de la prise de contrôle d'Edison (détenue à 78,96% au 30 juin 2012), dont 991 millions d'euros correspondent à la part des minoritaires directs.

(4) L'augmentation de capital d'EDF ainsi que l'augmentation des achats d'actions propres observées au 1^{er} semestre 2011 sont liées à l'offre publique alternative simplifiée d'achat ou d'échange relative aux titres d'EDF Energies Nouvelles.

(5) Sur le 1^{er} semestre 2011, les autres variations – part du Groupe et attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle – intègrent respectivement pour (688) millions d'euros et (764) millions d'euros les effets de l'acquisition des intérêts minoritaires d'EDF Energies Nouvelles. Les autres variations de capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle incluent également les effets de la sortie d'EnBW à hauteur de (519) millions d'euros.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES - SOMMAIRE

1	PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES DU GROUPE	9
1.1	DECLARATION DE CONFORMITE ET REFERENTIEL COMPTABLE DU GROUPE	9
1.2	PRINCIPES COMPTABLES DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2012	9
1.3	METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES AUX ARRETES INTERMEDIAIRES	10
1.4	JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION	10
1.5	SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	11
2	COMPARABILITE DES EXERCICES	11
2.1	CHANGEMENT DE COMPTABILISATION DES ECARTS ACTUARIELS RELATIFS AUX AVANTAGES DU PERSONNEL POSTERIEURS A L'EMPLOI	11
2.2	IMPACT SUR LE COMPTE DE RESULTAT DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2011	12
2.3	IMPACT SUR L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2011	12
2.4	IMPACT SUR LE BILAN AU 31 DECEMBRE 2011	13
2.5	IMPACT SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2011	14
3	EVENEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE 2012	15
3.1	EDISON	15
4	EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES EN FRANCE	20
4.1	LOI NOME – DÉCISION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE	20
5	AUTRES EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	20
5.1	POLOGNE	20
5.2	PHOTOWATT / PV ALLIANCE	21
5.3	ENEREST	21
6	INFORMATION SECTORIELLE	21
6.1	AU 30 JUIN 2012	21
6.2	AU 30 JUIN 2011	21
7	CHIFFRE D'AFFAIRES	22
8	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	22
9	PERTES DE VALEUR	22
9.1	AU 30 JUIN 2012	22
9.2	AU 30 JUIN 2011	22
10	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	23
10.1	AU 30 JUIN 2012	23
10.2	AU 30 JUIN 2011	23
11	RESULTAT FINANCIER	23
12	IMPOTS SUR LES RESULTATS	23
13	GOODWILL	24

14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	24
15	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES.....	25
15.1	RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE (RTE)	26
16	ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS.....	26
16.1	REPARTITION COURANT / NON COURANT DES ACTIFS FINANCIERS	26
16.2	DETAIL DES ACTIFS FINANCIERS	27
16.3	PRETS ET CREANCES FINANCIERES	27
17	CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	28
18	AUTRES DEBITEURS.....	28
19	ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LEUR VENTE.....	28
20	CAPITAUX PROPRES.....	28
20.1	CAPITAL SOCIAL	28
20.2	ACTIONS PROPRES	28
20.3	DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	29
20.4	VARIATIONS DE JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	29
21	PROVISIONS.....	30
21.1	REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PROVISIONS	30
21.2	PROVISIONS LIEES A LA PRODUCTION NUCLEAIRE – AVAL DU CYCLE, DECONSTRUCTION DES CENTRALES ET DERNIERS CŒURS	30
21.3	PROVISIONS NUCLEAIRES EN FRANCE	31
21.4	AVANTAGES DU PERSONNEL	32
21.5	AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	35
22	PASSIFS SPECIFIQUES DES CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE EN FRANCE.....	37
23	PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS.....	37
23.1	REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS	37
23.2	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	37
23.3	ENDETTEMENT FINANCIER NET	38
24	AUTRES CREDITEURS.....	39
25	ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	39
25.1	ENGAGEMENTS DONNES	39
25.2	ENGAGEMENTS REÇUS	40
26	COMPOSITION DU PORTEFEUILLE D'ACTIFS DEDIES D'EDF.....	41
27	PARTIES LIEES.....	41
28	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	41
28.1	OFFRE PUBLIQUE OBLIGATOIRE DU GROUPE EDF SUR EDISON	41

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES

Electricité de France (EDF ou la « Société ») est une société anonyme de droit français, domiciliée en France.

Le groupe EDF est un énergéticien intégré présent sur l'ensemble des métiers de l'énergie : la production, le transport, la distribution, la commercialisation et le négoce d'énergies.

Les comptes consolidés résumés de la Société pour le semestre écoulé au 30 juin 2012 comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société et ses filiales consolidées par intégration globale, les comptes des sociétés contrôlées conjointement (co-entreprises) consolidées par intégration proportionnelle ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidées par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les comptes consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2012 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration qui les a arrêtés en date du 30 juillet 2012.

Les données comparatives 2011 présentées dans l'annexe aux comptes consolidés sont retraitées du changement de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi (voir note 2).

1 PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES DU GROUPE

1.1 DECLARATION DE CONFORMITE ET REFERENTIEL COMPTABLE DU GROUPE

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2012 du groupe EDF sont préparés sur la base des règles de présentation, de reconnaissance et d'évaluation des normes comptables internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2012. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les comptes consolidés résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. Ils ne comportent donc pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2011. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2011 et décrites dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011.

1.2 PRINCIPES COMPTABLES DU 1^{ER} SEMESTRE 2012

- **Modification de l'option comptable retenue par le Groupe relative à la comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi**

Conformément à IAS 19, les écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel pour les régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi peuvent être comptabilisés :

- Soit en contrepartie du résultat pour la totalité ou pour une fraction déterminée selon la méthode du corridor, méthode appliquée par le Groupe jusqu'au 31 décembre 2011 ;
- Soit en contrepartie des autres éléments du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, pour leur totalité.

Le Groupe a décidé de retenir l'option de comptabilisation des écarts actuariels pour les avantages postérieurs à l'emploi dans l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres à compter du 1^{er} janvier 2012. Le Groupe considère que cette modification permet d'améliorer la compréhension et la lisibilité des informations relatives aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi.

Ce changement de méthode est comptabilisé de façon rétrospective, conformément à IAS 8. La description de ce changement de méthode comptable et ses principaux effets chiffrés sont présentés en note 2.

- **Nouvelles normes et interprétations**

A l'exception de la modification décrite ci-avant et des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires décrites en note 1.3, les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2011.

L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir – Transferts d'actifs financiers » adopté par l'Union européenne en 2011 est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2012. La norme IFRS 7 étant relative aux informations à fournir, l'amendement n'a donc pas d'impact sur les méthodes comptables appliquées dans les comptes consolidés.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas appliqué de norme, interprétation ou amendement par anticipation.

1.3 METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES AUX ARRETES INTERMEDIAIRES

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires sont les suivantes.

1.3.1 AVANTAGES DU PERSONNEL

Le montant de l'engagement au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme au 30 juin 2012 a été calculé en projetant sur un semestre l'engagement au 31 décembre 2011, compte tenu des prestations versées et des mouvements sur les actifs de couverture.

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul des engagements pour avantages au personnel ne sont pas modifiées pour les arrêts intermédiaires par rapport à celles utilisées lors des clôtures annuelles, sauf si des évolutions significatives interviennent sur certains paramètres (par exemple le taux d'actualisation).

1.3.2 IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt (exigible et différée) sur le résultat de la période intermédiaire est en général calculée en appliquant au résultat comptable des sociétés intégrées avant impôt la dernière estimation connue du taux effectif d'impôt de l'exercice pour chaque entité ou groupe fiscal.

1.3.3 QUOTAS D'EMISSION DE GAZ A EFFET DE SERRE

Lorsque les estimations d'émissions de l'exercice pour une entité du Groupe sont supérieures aux quotas attribués pour l'exercice sous déduction éventuelle des transactions effectuées au comptant ou à terme, une provision est constituée pour couvrir l'excédent d'émissions ainsi déterminé. Dans le cadre de l'arrêt intermédiaire, la quantité à provisionner est calculée au prorata des émissions du semestre. La provision est évaluée au coût d'acquisition à due concurrence des quotas acquis au comptant ou à terme et, pour le solde, par référence au prix de marché.

1.4 JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

L'établissement des états financiers nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de la période ainsi que pour la prise en compte des aléas positifs et négatifs à la date de clôture. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales méthodes comptables sensibles au titre desquelles le Groupe a recours à des estimations et jugements sont identiques à celles décrites en note 1.3.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011.

1.5 SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

Les chiffres d'affaires et excédents bruts d'exploitation intermédiaires dégagés sont caractérisés par une forte saisonnalité sur l'année civile, principalement en France. Les variations observées sont notamment liées aux conditions climatiques et à la structure tarifaire propres à chaque période.

Pour illustration, les chiffres d'affaires et excédents bruts d'exploitation au titre des premier et second semestres 2011 sont présentés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S2 2011	2011
Chiffre d'affaires	33 464	31 843	65 307
Excédent brut d'exploitation	8 675	6 264	14 939

2 COMPARABILITE DES EXERCICES

2.1 CHANGEMENT DE COMPTABILISATION DES ECARTS ACTUARIELS RELATIFS AUX AVANTAGES DU PERSONNEL POSTERIEURS A L'EMPLOI

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le Groupe comptabilise les écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel pour les régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, conformément à l'option prévue dans la norme IAS 19.

Suivant cette option, tous les écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi générés par des modifications d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans l'état du résultat net et des gains et pertes reconnus directement dans les capitaux propres. Le Groupe abandonne donc la méthode du corridor et comptabilise dès lors tous ses écarts actuariels.

S'agissant d'un changement de méthode comptable et conformément à IAS 8, une information comparative sur l'exercice antérieur liée à l'application rétrospective de cette méthode est présentée.

L'impact sur les capitaux propres - part du Groupe s'élève à (1 671) millions d'euros au 1^{er} janvier 2011 et à (2 087) millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'impact au 1^{er} janvier 2011 concerne principalement les secteurs France et Royaume-Uni pour respectivement (1 010) millions d'euros et (566) millions d'euros.

2.2 IMPACT SUR LE COMPTE DE RESULTAT DU 1^{ER} SEMESTRE 2011

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011 PUBLIE	IMPACTS OPTION IAS 19	S1 2011 RETRAITE
Chiffre d'affaires	33 464	-	33 464
Achats de combustible et d'énergie	(14 964)	-	(14 964)
Autres consommations externes	(4 483)	-	(4 483)
Charges de personnel	(5 479)	59	(5 420)
Impôts et taxes	(1 511)	-	(1 511)
Autres produits et charges opérationnels	1 589	-	1 589
Excédent brut d'exploitation	8 616	59	8 675
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading	(28)	-	(28)
Dotations aux amortissements	(3 131)	-	(3 131)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(208)	-	(208)
(Pertes de valeur) / reprises	(269)	-	(269)
Autres produits et charges d'exploitation	276	51	327
Résultat d'exploitation	5 256	110	5 366
Coût de l'endettement financier brut	(1 107)	-	(1 107)
Effet de l'actualisation	(1 524)	-	(1 524)
Autres produits et charges financiers	821	-	821
Résultat financier	(1 810)	-	(1 810)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	3 446	110	3 556
Impôts sur les résultats	(977)	(18)	(995)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	259	3	262
Résultat net consolidé	2 728	95	2 823
<i>Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>174</i>	<i>2</i>	<i>176</i>
<i>Dont résultat net - part du Groupe</i>	<i>2 554</i>	<i>93</i>	<i>2 647</i>

2.3 IMPACT SUR L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES DU 1^{ER} SEMESTRE 2011

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011 PUBLIE	IMPACTS OPTION IAS 19	S1 2011 RETRAITE
Résultat net consolidé	2 728	95	2 823
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(172)	-	(172)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat	(194)	-	(194)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	161	-	161
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture transférée en résultat	309	-	309
Variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	-	(650)	(650)
Ecart de conversion	(1 227)	-	(1 227)
Impôts	76	222	298
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1 047)	(428)	(1 475)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 681	(333)	1 348
<i>dont part du Groupe</i>	<i>1 628</i>	<i>(352)</i>	<i>1 276</i>
<i>dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>53</i>	<i>19</i>	<i>72</i>

2.4 IMPACT SUR LE BILAN AU 31 DECEMBRE 2011

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2011 PUBLIE	IMPACTS OPTION IAS 19	31.12.2011 RETRAITE
Goodwill	11 648	-	11 648
Autres actifs incorporels	4 702	-	4 702
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	45 501	-	45 501
Immobilisations en concessions des autres activités	6 022	-	6 022
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	60 445	-	60 445
Participations dans les entreprises associées	7 684	(140)	7 544
Actifs financiers non courants	24 517	(257)	24 260
Impôts différés actifs	2 507	652	3 159
Actif non courant	163 026	255	163 281
Stocks	13 581	-	13 581
Clients et comptes rattachés	20 908	-	20 908
Actifs financiers courants	16 980	-	16 980
Actifs d'impôts courants	459	-	459
Autres débiteurs	10 309	-	10 309
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 743	-	5 743
Actif courant	67 980	-	67 980
Actifs détenus en vue de leur vente	701	-	701
Total de l'actif	231 707	255	231 962

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2011 PUBLIE	IMPACTS OPTION IAS 19	31.12.2011 RETRAITE
Capital	924	-	924
Réserves et résultats consolidés	29 646	(2 087)	27 559
Capitaux propres - part du Groupe	30 570	(2 087)	28 483
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	4 337	(148)	4 189
Total des capitaux propres	34 907	(2 235)	32 672
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs	37 198	-	37 198
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires	809	-	809
Provisions pour avantages du personnel	12 215	2 396	14 611
Autres provisions	1 338	-	1 338
Provisions non courantes	51 560	2 396	53 956
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	41 769	-	41 769
Passifs financiers non courants	42 688	-	42 688
Autres créditeurs	4 989	-	4 989
Impôts différés passifs	4 479	-	4 479
Passif non courant	145 485	2 396	147 881
Provisions courantes	3 968	94	4 062
Fournisseurs et comptes rattachés	13 681	-	13 681
Passifs financiers courants	12 789	-	12 789
Dettes d'impôts courants	571	-	571
Autres créditeurs	19 900	-	19 900
Passif courant	50 909	94	51 003
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	406	-	406
Total des capitaux propres et du passif	231 707	255	231 962

2.5 IMPACT SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 1^{ER} SEMESTRE 2011

(en millions d'euros)

Opérations d'exploitation :

	S1 2011 PUBLIE	IMPACTS OPTION IAS 19	S1 2011 RETRAITE
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	3 446	110	3 556
Pertes de valeur (reprises)	269	-	269
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	3 297	(59)	3 238
Produits et charges financiers	661	-	661
Dividendes reçus des entreprises associées	290	-	290
Plus ou moins-values de cession	(409)	(51)	(460)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 519)	-	(1 519)
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	6 035	-	6 035
Frais financiers nets décaissés	(1 007)	-	(1 007)
Impôts sur le résultat payés	(582)	-	(582)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation	4 446	-	4 446

Opérations d'investissement :

Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée)	3 708	-	3 708
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 883)	-	(4 883)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	78	-	78
Variations d'actifs financiers	(1 132)	-	(1 132)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement	(2 229)	-	(2 229)

Opérations de financement :

Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	(1 233)	-	(1 233)
Dividendes versés par EDF	(1 068)	-	(1 068)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(171)	-	(171)
Actions propres	(6)	-	(6)
Flux de trésorerie avec les actionnaires	(2 478)	-	(2 478)
Emissions d'emprunts	2 228	-	2 228
Remboursements d'emprunts	(1 943)	-	(1 943)
Augmentation des passifs spécifiques des concessions	93	-	93
Subventions d'investissement	22	-	22
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement	400	-	400
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement	(2 078)	-	(2 078)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	139	-	139

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture

Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	139	-	139
Incidence des variations de change	(76)	-	(76)
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	17	-	17
Incidence des autres reclassements	46	-	46
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5 693	-	5 693

3 EVENEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE 2012

3.1 EDISON

3.1.1 Prise de contrôle d'Edison par le groupe EDF

Suite à la levée des conditions suspensives, le groupe EDF a finalisé le 24 mai 2012 avec ses partenaires italiens l'opération de prise de contrôle du groupe d'énergie Edison. Dans ses principes, l'accord final est conforme à l'accord préliminaire signé le 26 décembre 2011 entre les parties.

Le Groupe prend ainsi le contrôle d'Edison en acquérant la totalité de la participation de Delmi dans TdE (50%) pour un montant total de 784 millions d'euros, correspondant à un prix négocié de 0,89 euro par action Edison. Au terme de cette opération, le Groupe détient 78,96% du capital et 80,64% des droits de vote d'Edison.

Simultanément à la prise de contrôle d'Edison par le Groupe, Delmi a pris le contrôle d'Edipower en acquérant les participations d'Edison (50%) et d'ALPIQ (20%) dans Edipower, pour un prix total de 884 millions d'euros. Par ailleurs, un contrat à long terme (6 ans) de fourniture de gaz a été signé entre Edison et Edipower pour couvrir 50% des besoins en gaz de cette dernière.

Conformément aux dispositions de la réglementation boursière italienne, le groupe EDF a lancé une offre publique obligatoire sur Edison à un prix de 0,89 euro par action ordinaire. Le coût supplémentaire qui résulte du relèvement de cette offre par rapport au prix de 0,84 euro par action envisagé dans l'accord préliminaire du 26 décembre 2011, sera supporté à parts égales par le groupe EDF et Delmi – soit 24 millions d'euros au maximum pour chacun, en fonction du nombre d'actions apportées. L'ouverture de l'offre est intervenue le 2 juillet 2012 et sauf prolongation, la clôture interviendra le 3 août 2012.

3.1.2 Traitement comptable de l'opération

Le rachat de 50% de TdE à Delmi se traduit par la prise de contrôle du groupe Edison et de TdE à la date du 24 mai 2012. Bien que l'offre publique obligatoire sur Edison lancée le 2 juillet 2012 soit une conséquence inévitable de l'acquisition de TdE du fait de la réglementation boursière italienne, elle constitue sur le plan comptable une transaction distincte de la prise de contrôle d'Edison dans la mesure où :

- Les actionnaires minoritaires gardent la liberté d'accepter ou non cette offre,
- Le contrôle est acquis dès le 24 mai 2012 indépendamment du nombre de titres qui seront apportés par les actionnaires minoritaires dans le cadre de l'offre et il ne peut pas être remis en cause.

Par conséquent, conformément à la norme IFRS 3 révisée (IFRS 3), les actifs et les passifs identifiables repris d'Edison et de TdE ont été comptabilisés à leur juste valeur à la date de prise du contrôle. Les participations ne donnant pas le contrôle ont été évaluées sur option à la juste valeur en application de la méthode du « goodwill total ».

Conformément aux dispositions d'IFRS 3, les valeurs ont été déterminées provisoirement, le Groupe disposant de 12 mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition.

La quote-part de coût de l'offre publique obligatoire supportée par Delmi a été considérée comme une clause d'ajustement du prix d'acquisition de la participation dans TdE / Edison.

Ainsi, l'application d'IFRS 3 à la prise du contrôle d'Edison et TdE se traduit dans les comptes consolidés du Groupe par les éléments suivants :

- Un résultat de cession, résultant d'une nouvelle évaluation de la quote-part antérieurement détenue à la juste valeur « market participant ⁽¹⁾ » à la date de prise du contrôle, de (1 090) millions d'euros ;
- Un écart d'acquisition négatif (« goodwill négatif ») de 1 023 millions d'euros.

(1) La juste valeur « market participant » est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Par ailleurs, suite au relèvement du prix de cession à Delmi de la participation d'Edison dans Edipower dans le cadre de l'accord préliminaire du 26 décembre 2011, une reprise de perte de valeur a été comptabilisée sur le 1^{er} semestre 2012 en résultat pour un montant de 39 millions d'euros (en quote-part EDF). Enfin, des frais d'acquisition pour un montant avant impôt de (23) millions d'euros ont été enregistrés sur le 1^{er} semestre 2012.

L'ensemble de ces impacts financiers résultant de l'opération de prise de contrôle d'Edison et TdE génère ainsi une charge de (51) millions d'euros enregistrée dans le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2012 au niveau des « Autres produits et charges d'exploitation ».

3.1.3 Détermination du résultat de cession de la quote-part antérieurement détenue

En application de la norme IFRS 3, un résultat de cession, correspondant à la différence entre la valeur nette consolidée et la juste valeur « market participant » de la participation du Groupe dans les sous-groupes Edison et TdE à la date de prise de contrôle, est enregistré.

La juste valeur « market participant » correspond à la valeur de l'action Edison sur le marché, soit le prix de la transaction avec Delmi et les actionnaires minoritaires via l'offre publique obligatoire lancée le 2 juillet 2012 (0,89 euro par action).

Le résultat de cession est comptabilisé dans les comptes semestriels 2012 au niveau des « Autres produits et charges d'exploitation ». Il a été déterminé comme suit.

(en millions d'euros)

(A) Juste valeur « market participant »	1 709
(B) Valeur nette comptable des participations antérieurement détenues	2 804
(C) Effet de recyclage des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5
(A-B+C) Résultat de cession	(1 090)

3.1.4 Eléments du bilan d'ouverture d'Edison dans les comptes consolidés du groupe EDF et détermination de l'écart d'acquisition

3.1.4.1 Détermination du bilan d'ouverture provisoire

La juste valeur des actifs et passifs identifiables d'Edison correspond à la meilleure estimation du Groupe à date. Elle a été déterminée sur la base du dernier business plan d'Edison disponible (2012-2019) et au moyen de méthodes de valorisation communément utilisées.

Après prise en compte des justes valeurs des actifs acquis et passifs repris, le bilan d'ouverture provisoire d'Edison au 24 mai 2012 (en base 100%) s'établit comme suit.

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs historiques	Ajustements de juste valeur	Valeurs d'ouverture provisoires
Goodwill	2 859	(2 859)	-
Autres actifs incorporels	1 436	1 669	3 105
Immobilisations corporelles	5 222	1 358	6 580
Participations dans les entreprises associées	49	-	49
Actifs financiers	815	-	815
Impôts différés actifs	111	-	111
Stocks	324	-	324
Clients et comptes rattachés	3 157	-	3 157
Actifs d'impôts courants	24	-	24
Autres débiteurs	575	-	575
Trésorerie et équivalents de trésorerie	335	-	335
Actifs détenus en vue de leur vente	1	-	1
Total de l'actif	14 908	168	15 076

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs historiques	Ajustements de juste valeur	Valeurs d'ouverture provisoires
Capital	5 292	-	5 292
Réserves et résultats consolidés	1 660	(1 280)	380
Capitaux propres - part du Groupe	6 952	(1 280)	5 672
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	150	328	478
Total des capitaux propres	7 102	(952)	6150
Provisions	922	126	1 048
Passifs financiers	3 982	(39)	3 943
Impôts différés passifs	371	1 033	1 404
Fournisseurs et comptes rattachés	1 928	-	1 928
Dettes d'impôts courants	39	-	39
Autres créditeurs	564	-	564
Total des capitaux propres et du passif	14 908	168	15 076

Les principaux ajustements résultant de la mise à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris correspondent aux éléments suivants.

- Annulation des goodwill historiques pour 2 859 millions d'euros
- Création d'un incorporel représentatif de la marque « Edison » pour 945 millions d'euros
La marque a été valorisée en utilisant la méthode du taux de redevance de chiffre d'affaires et un « scoring » résultant d'une étude marketing visant à la positionner par rapport aux principaux concurrents sur le marché italien.
Etant donné la forte notoriété de la marque Edison en Italie et la volonté du Groupe d'en maintenir l'usage à long terme, sa durée de vie a été considérée comme étant indéfinie.
La juste valeur attribuée à la marque Edison est sensible à la variation des principales hypothèses suivantes :
 - Taux de redevance
 - Taux d'actualisation des flux de trésorerie futurs
- Revalorisation des actifs relatifs aux concessions hydrauliques (actifs incorporels) pour 1 165 millions d'euros
La juste valeur des concessions hydrauliques a été déterminée en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés sur la base du dernier business plan disponible d'Edison (plan 2012-2019), intégrant une hypothèse de renouvellement systématique des concessions en cours pour une durée de 20 ans à compter de leur échéance de renégociation dans des conditions financières cependant révisées.
Des facteurs de prudence ont été pris en compte via l'application d'une prime de risque au taux d'actualisation des flux de trésorerie et via la limitation du renouvellement des concessions à une durée de 20 ans. La réglementation italienne sur le sujet est en cours d'élaboration et 20 ans devrait être la durée minimale des futures concessions.

Cette juste valeur est sensible à la variation des principales hypothèses suivantes :

- o Occurrence, durée et conditions du renouvellement des concessions
- o Prix de marché de l'électricité en Italie
- o Taux d'actualisation des flux de trésorerie

Les actifs relatifs aux concessions hydrauliques s'amortissent sur la base de l'hypothèse de durée des concessions (en moyenne de 26 ans).

- Revalorisation des contrats long terme d'approvisionnement en gaz pour 230 millions d'euros

Les contrats d'approvisionnement en gaz à long terme ont été revalorisés en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés sur la base du dernier business plan disponible d'Edison (plan 2012-2019).

La juste valeur ainsi déterminée est sensible à la variation des principales hypothèses suivantes :

- o Prix de marché du gaz et de l'électricité en Italie
- o Niveaux de marge d'Edison résultant des renégociations des contrats (en cours et futures)
- o Taux d'actualisation des flux de trésorerie

Les actifs incorporels relatifs aux contrats d'approvisionnement à long terme s'amortissent sur la base des volumes et de la durée des contrats (de 8 à 23 ans).

- Autres ajustements de juste valeur

Les autres ajustements concernent principalement les actifs de production d'électricité (notamment actifs thermiques et éoliens), les actifs d'Exploration-Production d'hydrocarbures, les quotas de CO₂, les passifs éventuels et les passifs financiers.

Dans le cadre de la détermination du bilan d'ouverture d'Edison, les actifs d'Exploration-Production présentés dans le bilan historique d'Edison au niveau des actifs incorporels pour un montant de 1 027 millions d'euros - principalement au titre d'Abu Qir en Egypte - ont été reclassés au niveau des immobilisations corporelles. Ce classement au bilan matérialise une juste valeur représentative de réserves d'hydrocarbures.

- Impôts différés pour (1 033) millions d'euros

La revalorisation des impôts différés correspond uniquement aux effets d'impôts associés aux ajustements de juste valeur opérés dans le cadre de la détermination du bilan d'ouverture.

Les ajustements de juste valeur des actifs et passifs de TdE (hors titres Edison) représentent un montant de 5 millions d'euros (net d'impôts) et sont relatifs à la mise en juste valeur de passifs financiers.

3.1.4.2 Détermination de l'écart d'acquisition provisoire

L'écart d'acquisition provisoire enregistré sur l'opération se détermine comme suit.

(en millions d'euros)

Juste valeur des titres antérieurement détenus	1 709
Prix d'acquisition de la participation	784
Juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	991
Clause d'ajustement de prix / coûts supportés par Delmi	(24)
Contrepartie transférée au 24 mai 2012	3 460
Juste valeur de l'actif net Edison acquis	5 672
Juste valeur de l'actif net TdE acquis (hors titres Edison) ⁽²⁾	(1 189)
Juste valeur des actifs acquis et passifs repris	4 483
Goodwill négatif provisoire	(1 023)

(1) Déterminé après application sur option de la méthode du « goodwill total » et sur la base du prix de l'offre publique obligatoire proposée aux actionnaires minoritaires, soit 0,89 euro par action Edison.

(2) Hors titres Edison, le bilan de TdE est principalement constitué de passifs financiers.

Conformément à IFRS 3.36 et IFRS 3.34, le processus d'identification des différents éléments pris en compte dans le calcul du goodwill négatif a été vérifié et validé pour confirmer l'existence effective de ce produit, et le goodwill négatif a été enregistré en produit dans le résultat net - part du Groupe du 1^{er} semestre 2012.

3.1.5 Analyses de sensibilité

Les principales hypothèses auxquelles les éléments d'actifs et de passifs du bilan d'ouverture sont sensibles sont les suivantes :

- Prix de marché du gaz et de l'électricité en Italie,
- Volumes de ventes de gaz et d'électricité intégrés dans le business plan d'Edison (plan 2012-2019),
- Taux de redevance utilisés pour la valorisation de la marque « Edison »,
- Conditions financières des contrats à long terme d'approvisionnement en gaz,
- Hypothèses de renouvellement des concessions hydrauliques (durée, conditions financières, ...),
- Taux d'actualisation par pays.

Conformément aux dispositions d'IFRS 3, les valeurs des actifs acquis et passifs repris ont été déterminées provisoirement, le Groupe disposant de 12 mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition.

Plusieurs éléments spécifiques à cette opération rendent le caractère provisoire du bilan d'ouverture d'Edison particulièrement sensible :

- Proximité entre la date de prise de contrôle et la date d'arrêté des comptes semestriels du Groupe,
- Plan stratégique d'Edison en cours d'élaboration au moment de la prise de contrôle,
- Renégociations en cours de contrats long terme d'approvisionnement en gaz.

En cas d'ajustement du bilan d'ouverture dans le délai d'affectation mais postérieurement au 30 juin 2012, le fait d'être en situation de goodwill négatif conduirait à enregistrer les éventuels impacts sur le résultat du Groupe au titre de l'opération de prise de contrôle d'Edison. Une variation des justes valeurs retenues aurait ainsi un impact d'un montant équivalent à cette variation sur le résultat net du Groupe (une diminution ou une augmentation de la valeur des actifs se traduirait donc respectivement par une perte ou par un profit).

3.1.6 Impact de l'opération sur l'endettement financier net du Groupe au 30 juin 2012

L'opération de prise de contrôle d'Edison et TdE a les impacts suivants sur l'endettement financier net du Groupe au 30 juin 2012.

(en millions d'euros)

Prix d'acquisition des titres TdE	784
Prix de cession d'Edipower par Edison	(684)
Décaissements nets	100
Effets de la variation de périmètre / Edison	2 217
Effets de la variation de périmètre / TdE	634
Effets de la variation de périmètre / cession Edipower	(515)
Effets de la mise à la juste valeur des passifs financiers de TdE / Edison	(46)
Effets des variations de périmètre et mise à la juste valeur	2 290
Augmentation / (diminution) de l'endettement financier net	2 390

Dans le cadre de l'offre publique obligatoire faite aux actionnaires minoritaires, un montant maximum de 893 millions d'euros pourrait être décaissé sur le 2nd semestre 2012. Ce montant constitue un engagement hors bilan du Groupe au 30 juin 2012 (note 25.1.2).

3.1.7 Effets de la prise de contrôle d'Edison sur les principaux indicateurs de résultat du Groupe au 1^{er} semestre 2012

Si l'opération de prise de contrôle d'Edison était intervenue au 1^{er} janvier 2012, les impacts sur les principaux indicateurs de résultat du Groupe auraient été les suivants.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012 publié	S1 2012 proforma ⁽¹⁾	Variation
Chiffre d'affaires	36 222	38 716	+2 494
Excédent brut d'exploitation	9 075	9 186	+111
Résultat net – part du Groupe	2 768	2 736	(32)

(1) Données du 1^{er} semestre 2012 avec intégration globale d'Edison à compter du 1^{er} janvier 2012 (à compter du 24 mai 2012 pour les données publiées).

4 EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES EN FRANCE

4.1 LOI NOME – DÉCISION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

La Commission européenne a annoncé le 12 juin 2012 avoir validé sous conditions les aides présentes dans les tarifs réglementés de vente en France. La Commission avait ouvert une enquête en 2007 au sujet des tarifs réglementés de vente aux entreprises (tarifs Jaune, Vert et TaRTAM). La loi NOME a entre-temps modifié le contexte législatif et réglementaire français en supprimant le TaRTAM, en fixant la fin des tarifs Jaune et Vert d'ici fin 2015 et en mettant en place l'Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique (ARENH) pour tous les fournisseurs de clients en France.

Après enquête, la Commission européenne conclut que les tarifs aux entreprises constituent des aides d'Etat mais qu'elles sont néanmoins compatibles avec le droit européen aux conditions suivantes :

- maintien du prix de l'ARENH à 42€/MWh jusqu'à l'approbation par la Commission de la méthodologie de fixation du prix de l'ARENH,
- orientation progressive vers les coûts chaque année à compter de l'été 2012 puis disparition effective des tarifs Jaune et Vert fin 2015.

Cette décision clôt l'enquête de la Commission européenne au titre des aides d'Etat.

5 AUTRES EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

5.1 POLOGNE

L'acquisition des participations d'EnBW dans les filiales ERSA, Kogeneracja et EDF Polska a été finalisée le 16 février 2012 pour un montant de 301 millions d'euros. A l'issue de cette opération, le groupe EDF possède 97,3% d'ERSA et 50% plus une action de Kogeneracja. Les entités Kogeneracja et Zielona Gora sont de nouveau consolidées en intégration globale au 16 février 2012, après être passées en intégration proportionnelle le 17 février 2011 suite à la cession d'EnBW.

L'opération d'acquisition d'intérêts minoritaires d'ERSA est traitée comme une transaction entre actionnaires, selon la norme IAS 27 amendée, avec pour conséquence dans les comptes consolidés du Groupe un impact sur les capitaux propres de (124) millions d'euros.

Par ailleurs, en application d'IFRS 3 révisée, un résultat de cession correspondant à la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans Zielona Gora et Kogeneracja est enregistré pour (10) millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012. Le complément de goodwill associé à cette opération est inférieur à 1 million d'euros.

5.2 PHOTOWATT / PV ALLIANCE

L'offre de la reprise des activités de Photowatt par le groupe EDF a été retenue en date du 27 février 2012. Le Groupe, via sa filiale EDF Energies Nouvelles Réparties (EDF ENR) est entré en possession des actifs de Photowatt et a pris le contrôle de PV Alliance le 1^{er} mars 2012. Cette reprise d'activités est sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2012.

5.3 ENEREST

Electricité de Strasbourg a acquis le 1^{er} avril 2012 une participation de 100% dans la société Enerest, fournisseur historique de gaz de la région économique de Strasbourg. Le prix d'acquisition s'élève à 139 millions d'euros. Suite à la réalisation d'un bilan d'ouverture provisoire, des actifs incorporels (principalement au titre de la relation clients et de la marque « Gaz de Strasbourg ») ont été valorisés pour 38 millions d'euros avant effets d'impôt. Le goodwill provisoire enregistré dans les comptes consolidés au 30 juin 2012 au titre de cette opération s'établit à 90 millions d'euros.

6 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les données sectorielles s'entendent avant éliminations inter-secteurs. Les transactions entre secteurs sont réalisées aux prix de marché.

Conformément aux dispositions de cette norme, la ventilation retenue par le groupe EDF correspond aux secteurs opérationnels tels qu'ils sont régulièrement examinés par le Comité exécutif. Les secteurs retenus par le Groupe sont inchangés par rapport à ceux décrits en note 6.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011.

6.1 AU 30 JUIN 2012

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Royaume-Uni	Italie	Autre international	Autres activités	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	20 706	4 821	3 607	4 009	3 079	-	36 222
Chiffre d'affaires inter-secteurs	268	-	-	77	300	(645)	-
Chiffre d'affaires	20 974	4 821	3 607	4 086	3 379	(645)	36 222
Excédent brut d'exploitation	6 072	1 075	211	552	1 165	-	9 075
Résultat d'exploitation	4 093	690	(137)	53	903	-	5 602

6.2 AU 30 JUIN 2011

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Royaume-Uni	Italie	Autre international	Autres activités	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	19 495	4 390	3 052	3 800	2 727	-	33 464
Chiffre d'affaires inter-secteurs	249	-	-	73	314	(636)	-
Chiffre d'affaires	19 744	4 390	3 052	3 873	3 041	(636)	33 464
Excédent brut d'exploitation	5 733	1 186	218	638	900	-	8 675
Résultat d'exploitation	3 565	723	(30)	671	437	-	5 366

7 CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011
Ventes d'énergies et de services liés à l'énergie	33 525	30 918
Autres ventes de biens et de services	2 246	2 068
Trading	451	478
Chiffre d'affaires	36 222	33 464

8 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels comprennent la « Contribution au Service Public de l'Electricité » (CSPE) instaurée par la loi du 3 janvier 2003. Cette contribution est due par le consommateur final (éligible ou non) et est recouvrée par les opérateurs de réseau ou les fournisseurs d'électricité qui procèdent à sa liquidation. Le mécanisme de la CSPE se traduit par la comptabilisation dans les comptes consolidés d'un produit de 2 385 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (1 721 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011).

Sur le 1^{er} semestre 2012, les autres produits et charges opérationnels intègrent également :

- à hauteur de 72 millions d'euros, les reprises de juste valeur sur les contrats de vente de British Energy comptabilisés en date d'acquisition du 5 janvier 2009 au fur et à mesure de leur dénouement (201 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011) ;
- des plus-values de cession relatives à des actifs immobiliers en France pour 187 millions d'euros.

Sur le 1^{er} semestre 2011, les autres produits et charges opérationnels intègrent une charge nette de (118) millions d'euros relative au mécanisme de compensation TaRTAM, résultant à hauteur de (170) millions d'euros de l'arrêt du 4 juillet 2011 publié suite à une ré-estimation du coût par la Commission de Régulation de l'Énergie, sur la base des informations communiquées par les fournisseurs concernés.

9 PERTES DE VALEUR

9.1 AU 30 JUIN 2012

Les pertes de valeurs s'élèvent à (294) millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, dont (233) millions d'euros sont relatifs aux actifs de production de CENG.

Aux Etats-Unis, la forte baisse des prix du gaz observée au 1^{er} trimestre 2012 a entraîné une baisse des prix à terme de l'électricité, constituant un indice de perte de valeur des actifs de production de CENG. Le test de dépréciation a par conséquent été mis à jour en prenant en compte ces nouveaux paramètres ainsi qu'une baisse du taux d'actualisation à 6,7% (7,1% à fin 2011) liée à la baisse des taux sans risque en dollars. Une diminution de 233 millions d'euros de la valeur recouvrable des actifs de CENG est ainsi constatée.

9.2 AU 30 JUIN 2011

Les pertes de valeurs s'élèvent à (269) millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, dont (174) millions d'euros relatifs aux activités en Italie et en Espagne du groupe Dalkia et (60) millions d'euros relatifs à des actifs de production d'Edison.

10 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

10.1 AU 30 JUIN 2012

Les autres produits et charges d'exploitation du 1^{er} semestre 2012 intègrent :

- les effets de la prise de contrôle d'Edison par le Groupe sur la période à hauteur de (51) millions d'euros. Les impacts détaillés de l'opération sont présentés en note 3.1,
- un produit de 177 millions d'euros concernant ERDF et résultant principalement d'une reprise de provision pour renouvellement suite à un changement d'estimation de la durée de vie des transformateurs HTA-BT (étendue à 40 ans au lieu de 30 ans précédemment).

10.2 AU 30 JUIN 2011

Les autres produits et charges d'exploitation du 1^{er} semestre 2011 correspondent à la plus-value liée à l'opération de cession d'EnBW pour 327 millions d'euros.

11 RESULTAT FINANCIER

Au sein du résultat financier, l'effet de l'actualisation concerne principalement les provisions pour aval du cycle nucléaire, pour déconstruction et pour dépréciation des derniers cœurs ainsi que les provisions pour avantages du personnel à long terme et postérieurs à l'emploi.

La décomposition de cette charge est présentée ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et pour avantages à long terme	(691)	(670)
Provisions pour aval du cycle nucléaire, déconstruction et derniers cœurs	(800)	(775)
Autres provisions et avances	(71)	(79)
Effet de l'actualisation	(1 562)	(1 524)

12 IMPOTS SUR LES RESULTATS

Les impôts sur les résultats s'élèvent à (1 235) millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, correspondant à un taux effectif d'impôt de 32,6 % (charge de (995) millions d'euros correspondant à un taux effectif d'impôt de 28,0 % au 1^{er} semestre 2011). Ils résultent de l'application du taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice 2012 au résultat avant impôt du 1^{er} semestre 2012.

La hausse du taux effectif d'impôt observée sur le 1^{er} semestre 2012 par rapport au 1^{er} semestre 2011 s'explique principalement par la hausse de 1,7 point du taux d'impôt en France votée en fin d'année 2011 et par l'effet positif non récurrent lié à la faible fiscalisation du résultat de cession de la participation du Groupe dans EnBW sur le 1^{er} semestre 2011 (sans équivalent sur le 1^{er} semestre 2012).

13 GOODWILL

Les différentes composantes constituant les goodwill des sociétés intégrées sont les suivantes :

Valeur nette comptable au 31.12.2011	11 648
Acquisitions	128
Cessions	-
Pertes de valeur	(27)
Ecart de conversion	306
Mouvements de périmètre et autres	(1 400)
Valeur nette comptable au 30.06.2012	10 655
Valeur brute au 30.06.2012	11 939
Cumul des pertes de valeur au 30.06.2012	(1 284)

Les acquisitions de la période intègrent un goodwill de 90 millions d'euros enregistré suite à la prise de contrôle d'Enerest par Electricité de Strasbourg.

Les mouvements de périmètre de la période intègrent à hauteur de (1 400) millions d'euros la décomptabilisation du goodwill historique d'Edison suite à la détermination de la juste valeur des actifs acquis et passifs repris effectuée dans le cadre de la prise de contrôle intervenue le 24 mai 2012.

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Immobilisations	44 920	44 342
Immobilisations en cours	1 274	1 159
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	46 194	45 501
Immobilisations	6 185	5 326
Immobilisations en cours	934	696
Immobilisations en concessions des autres activités	7 119	6 022
Immobilisations de production	50 247	47 184
Immobilisations en cours	15 360	12 951
Immobilisations financées par location-financement	308	310
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	65 915	60 445

L'augmentation des immobilisations corporelles sur le 1^{er} semestre 2012 intègre notamment les effets de la prise de contrôle d'Edison.

La valeur nette des immobilisations hors immobilisations en cours et financées par location-financement se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France ⁽¹⁾	Immobilisations en concessions des autres activités	Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre
Valeur brute au 30.06.2012	78 989	12 580	107 697
Amortissements et pertes de valeur au 30.06.2012	(34 069)	(6 395)	(57 450)
Valeur nette au 30.06.2012	44 920	6 185	50 247
Valeur nette au 31.12.2011	44 342	5 326	47 184

(1) Les actifs de réseaux représentent l'essentiel des montants : 73 590 millions d'euros en valeur brute et 42 832 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2012 (72 345 millions d'euros en valeur brute et 42 279 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2011).

La valeur nette des immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Installations production nucléaire	Installations production thermique et hydraulique	Réseaux	Autres installations, matériels, outillages et autres immobilisations	Total
Valeurs nettes au 30.06.2012	5 510	27 016	9 045	389	8 287	50 247
Valeurs nettes au 31.12.2011	5 306	27 258	6 170	391	8 059	47 184

Des dépréciations d'actifs corporels ont été enregistrées à hauteur de (254) millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012, dont (233) millions d'euros relatifs aux installations de production de CENG (voir note 9.1).

15 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Le détail des entreprises associées est le suivant :

(en millions d'euros)	Activité principale ⁽¹⁾	Quote-part d'intérêts dans le capital %	30.06.2012		31.12.2011	
			Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat net
RTE Réseau de Transport d'Electricité	T	100,00	4 741	290	4 620	272
ALPIQ	P	25,00	1 420	15	1 396	(276)
Taishan	P	30,00	706	-	688	-
Dalkia Holding	A	34,00	431	8	443	23
NTPC	P	40,00	140	19	125	23
Autres participations dans les entreprises associées			316	11	272	9
Total			7 754	343	7 544	51

(1) P= production, D= distribution, T= transport, A= autres.

15.1 RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE (RTE)

15.1.1 ELEMENTS FINANCIERS DE RTE

Les principaux indicateurs financiers de RTE sur le 1^{er} semestre 2012 sont les suivants :

(en millions d'euros)

Excédent brut d'exploitation	922
Résultat net	290
Capitaux propres au 30 juin 2012	4 741
Total bilan au 30 juin 2012	14 762
Endettement financier net au 30 juin 2012	6 445

15.1.2 OPERATIONS ENTRE LE GROUPE EDF ET RTE

Au 30 juin 2012, les principales transactions entre le groupe EDF et RTE sont les suivantes.

Chiffre d'affaires

ERDF fait appel au réseau Haute et Très Haute Tension de RTE pour acheminer l'énergie des lieux de production vers le réseau de distribution. Sur le 1^{er} semestre 2012, cette prestation de transport représente un chiffre d'affaires réalisé par RTE avec ERDF de 1 669 millions d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission de préservation de l'équilibre du système électrique, RTE a réalisé au cours du 1^{er} semestre 2012 :

- des achats et des ventes d'énergie auprès d'EDF pour respectivement 107 millions d'euros et 106 millions d'euros ;
- des achats de service systèmes à EDF pour un montant de 146 millions d'euros.

Autres opérations

Le groupe EDF participe au financement de RTE via des prêts pour un montant total de 1 203 millions d'euros au 30 juin 2012 (1 400 millions d'euros au 31 décembre 2011). Les charges d'intérêts enregistrées par RTE au titre de ces prêts s'élèvent à 36 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012.

Par ailleurs, RTE est intégrée fiscalement avec EDF dans le cadre de la convention fiscale conclue entre les deux sociétés.

16 ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

16.1 REPARTITION COURANT / NON COURANT DES ACTIFS FINANCIERS

La répartition courant / non courant des actifs financiers se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012			31.12.2011		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers à la juste valeur avec variations de juste valeur en résultat	4 933	12	4 945	4 482	12	4 494
Actifs financiers disponibles à la vente	14 004	15 239	29 243	10 413	13 915	24 328
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1	17	18	3	16	19
Juste valeur positive des dérivés de couverture	1 013	1 773	2 786	914	1 862	2 776
Prêts et créances financières	874	8 272	9 146	1 168	8 455	9 623
Actifs financiers courants et non courants⁽¹⁾	20 825	25 313	46 138	16 980	24 260	41 240

(1) Nets de dépréciation pour (1 138) millions d'euros au 30 juin 2012 ((1 141) millions d'euros au 31 décembre 2011).

16.2 DETAIL DES ACTIFS FINANCIERS

16.2.1 ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR AVEC VARIATIONS DE JUSTE VALEUR EN RESULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Juste valeur positive des dérivés de transaction	4 929	4 478
Juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	4	4
Actifs financiers à la juste valeur en résultat sur option	12	12
Actifs financiers à la juste valeur avec variations de juste valeur en résultat	4 945	4 494

16.2.2 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012			31.12.2011		
	Actions ⁽¹⁾	Titres de dettes	Total	Actions ⁽¹⁾	Titres de dettes	Total
Actifs dédiés d'EDF	6 688	7 407	14 095	5 801	7 510	13 311
Actifs liquides	2 815	10 247	13 062	2 782	6 242	9 024
Autres titres	2 015	71	2 086	1 918	75	1 993
Actifs financiers disponibles à la vente	11 518	17 725	29 243	10 501	13 827	24 328

(1) Actions ou OPCVM.

16.2.2.1 Actifs liquides

Au sein de ce poste, les OPCVM monétaires d'EDF représentent 2 606 millions d'euros (2 187 millions d'euros au 31 décembre 2011).

16.2.2.2 Autres titres

Au 30 juin 2012, les autres titres se composent notamment :

- chez CENG, de 609 millions d'euros d'actifs disponibles à la vente liés au « decommissioning trust funds » (fonds réservés au financement de la déconstruction des centrales) ;
- chez EDF Inc., de titres Exelon pour 385 millions d'euros (les titres Exelon se sont substitués aux titres CEG suite à la fusion de ces deux sociétés finalisée en mars 2012);
- chez EDF, de titres AREVA pour 88 millions d'euros et Veolia Environnement pour 220 millions d'euros.

16.3 PRETS ET CREANCES FINANCIERES

Les prêts et créances intègrent les montants représentatifs des remboursements à recevoir du *Nuclear Liabilities Fund* (NLF) et du gouvernement britannique au titre de la couverture des obligations nucléaires de long terme pour 6 900 millions d'euros au 30 juin 2012 (7 209 millions d'euros au 31 décembre 2011).

17 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

La valeur nette des clients et comptes rattachés est composée des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Clients et comptes rattachés hors EDF Trading - valeur brute	19 423	17 962
Clients et comptes rattachés EDF Trading - valeur brute	2 249	3 613
Dépréciation	(883)	(667)
Clients et comptes rattachés - valeur nette	20 789	20 908

Les échéances des clients et comptes rattachés sont majoritairement à moins d'un an.

Des opérations de titrisations de créances clients sont réalisées de manière récurrente principalement par Edison, pour un montant de 2 482 millions d'euros au 30 juin 2012 (2 572 millions d'euros en quote-part EDF au 31 décembre 2011). Ces opérations sont réalisées sans recours et le montant des créances correspondantes ne figure donc pas dans le bilan consolidé du Groupe.

18 AUTRES DEBITEURS

Les « Autres débiteurs » comprennent le produit à recevoir relatif à la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE) d'EDF pour un montant de 4 508 millions d'euros au 30 juin 2012 (3 821 millions d'euros au 31 décembre 2011). Ce montant correspond au déficit de collecte de la CSPE ; il est comptabilisé pour sa valeur nominale et ne porte pas intérêt. L'horizon de recouvrement de ce produit à recevoir est actuellement estimé à l'année 2016 et repose sur une hypothèse de progression régulière des charges de service public de l'électricité jusqu'en 2020 ainsi que sur l'augmentation progressive du taux de contribution telle que prévue par la loi.

Les autres créances comprennent également des créances envers l'État et les collectivités publiques (dont 1 362 millions d'euros au 30 juin 2012 de créances de TVA au niveau d'EDF).

19 ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LEUR VENTE

Au 31 décembre 2011, les actifs et passifs détenus en vue de leur vente correspondent à la participation d'Edison dans Edipower qui a été cédée le 24 mai 2012 (voir note 3.1).

20 CAPITAUX PROPRES

20.1 CAPITAL SOCIAL

Le capital social d'EDF s'élève à 924 433 331 euros, divisé en 1 848 866 662 actions entièrement souscrites et libérées d'une valeur nominale de 0,5 euro chacune (inchangé par rapport au 31 décembre 2011).

20.2 ACTIONS PROPRES

Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui a fait l'objet d'un contrat de liquidité conforme aux dispositions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), 1 419 109 actions ont été achetées au cours du 1^{er} semestre 2012 pour un montant total de 24 millions d'euros et 1 324 109 actions ont été vendues pour un montant total de 23 millions d'euros.

Au 30 juin 2012, les actions propres enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés s'élèvent au total à (23) millions d'euros.

20.3 DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES

L'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2012 a voté une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2011 de 1,15 euro par action en circulation. Compte tenu de l'acompte de 0,57 euro par action mis en paiement le 16 décembre 2011, le solde de 0,58 euro par action a été mis en paiement le 6 juin 2012 pour un montant de 1 072 millions d'euros.

20.4 VARIATIONS DE JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

20.4.1 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente enregistrées en capitaux propres part du Groupe sur la période s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012		30.06.2011	
	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾
Actifs dédiés d'EDF	598	98	(145)	25
Actifs liquides	47	17	25	22
Autres titres	(85)	68	(52)	147
Actifs financiers disponibles à la vente	560	183	(172)	194

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du Groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

Les variations brutes de juste valeur sur le 1^{er} semestre 2012 concernent principalement :

- EDF pour 487 millions d'euros, dont 500 millions d'euros au titre des actifs dédiés ;
- EDF Inc. pour (25) millions d'euros sur les titres Exelon ;
- CENG pour 31 millions d'euros au titre du Decommissioning Trust Fund.

Les variations brutes de juste valeur transférées en résultat sur le 1^{er} semestre 2012 intègrent un produit de 66 millions d'euros lié à la transformation des titres CEG en titres Exelon dans le cadre de la finalisation de la fusion entre ces deux sociétés le 12 mars 2012.

Les variations brutes de juste valeur sur le 1^{er} semestre 2011 concernent principalement :

- EDF pour (306) millions d'euros, dont (170) millions d'euros au titre des actifs dédiés ;
- EDF Inc. pour 69 millions d'euros sur les titres CEG ;
- CENG pour 17 millions d'euros au titre du Decommissioning Trust Fund.

20.4.2 INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE

Les variations de juste valeur des instruments financiers de couverture enregistrées en capitaux propres part du Groupe sur la période s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012			30.06.2011		
	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat Recyclage ⁽²⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat Inefficacité	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat Recyclage ⁽²⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat Inefficacité
Couverture de taux	(24)	-	(1)	(21)	-	-
Couverture de change	21	53	9	(375)	(199)	3
Couverture d'investissement net à l'étranger	(729)	-	-	740	-	-
Couverture de matières premières	(417)	(294)	-	(214)	(109)	-
Instruments financiers de couverture	(1 149)	(241)	8	130	(308)	3

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du Groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

21 PROVISIONS

21.1 REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PROVISIONS

La répartition entre la part courante et la part non courante des provisions se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30.06.2012			31.12.2011		
		Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Provisions pour aval du cycle nucléaire	21.2	1 053	17 746	18 799	1 302	17 528	18 830
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs	21.2	237	19 519	19 756	173	19 670	19 843
Provisions liées à la production nucléaire	21.2	1 290	37 265	38 555	1 475	37 198	38 673
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires		45	1 024	1 069	41	809	850
Provisions pour avantages du personnel	21.4	974	16 287	17 261	940	14 611	15 551
Autres provisions	21.5	1 361	1 868	3 229	1 606	1 338	2 944
Total provisions		3 670	56 444	60 114	4 062	53 956	58 018

21.2 PROVISIONS LIEES A LA PRODUCTION NUCLEAIRE – AVAL DU CYCLE, DECONSTRUCTION DES CENTRALES ET DERNIERS CŒURS

Sur le 1^{er} semestre 2012, les variations des provisions pour aval du cycle, pour déconstruction et derniers cœurs se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2011	Augmentations	Diminutions		Autres Mouvements	30.06.2012
			Provisions Utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet		
Provisions pour gestion du combustible utilisé	11 530	422	(323)	(92)	(63)	11 474
Provisions pour gestion à long terme des déchets radioactifs	7 300	177	(144)	(8)	-	7 325
Provisions pour aval du cycle nucléaire	18 830	599	(467)	(100)	(63)	18 799
Provisions pour déconstruction des centrales nucléaires	16 430	311	(100)	-	(290)	16 351
Provisions pour derniers cœurs	3 413	82	-	-	(90)	3 405
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs	19 843	393	(100)	-	(380)	19 756
Provisions liées à la production nucléaire	38 673	992	(567)	(100)	(443)	38 555

Les autres mouvements relatifs aux provisions liées à la production nucléaire correspondent à la contrepartie de la variation de la créance représentative des remboursements à recevoir du NLF et du gouvernement britannique au titre de la couverture des obligations nucléaires de long terme d'EDF Energy pour (309) millions d'euros, dont (608) millions d'euros résultant de l'extension de 7 ans de la durée d'exploitation des centrales nucléaires intervenue sur le 1^{er} semestre 2012.

La répartition par société est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	EDF	EDF Energy	CENG	Autres	Total
Provisions pour gestion du combustible utilisé	9 081	2 391	-	2	11 474
Provisions pour gestion à long terme des déchets radioactifs	6 744	581	-	-	7 325
Provisions pour aval du cycle nucléaire au 30.06.2012	15 825	2 972	-	2	18 799
Provisions pour aval du cycle nucléaire au 31.12.2011	15 865	2 962	-	3	18 830
Provisions pour déconstruction des centrales nucléaires	11 571	4 115	505	160	16 351
Provisions pour derniers cœurs	2 071	1 285	49	-	3 405
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs au 30.06.2012	13 642	5 400	554	160	19 756
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs au 31.12.2011	13 378	5 791	519	155	19 843

La baisse des provisions pour déconstructions et des provisions pour derniers cœurs d'EDF Energy observée sur le 1^{er} semestre 2012 résulte à hauteur de respectivement (608) et (146) millions d'euros de l'effet de l'extension de 7 ans de la durée d'exploitation de ses centrales nucléaires.

21.3 PROVISIONS NUCLEAIRES EN FRANCE

L'évaluation des provisions pour aval du cycle du combustible nucléaire, pour déconstruction des centrales nucléaires et pour derniers cœurs est sensible aux hypothèses de coûts, de taux d'inflation et de taux d'actualisation à long terme ainsi qu'aux échéanciers de décaissements. Une ré-estimation est effectuée à chaque arrêté des comptes afin de s'assurer que les montants provisionnés constituent la meilleure estimation des coûts qui seront finalement supportés par le Groupe.

Pour les centrales nucléaires arrêtées définitivement (centrales UNGG, centrales de Creys-Malville, de Brennilis et de Chooz A), la provision est évaluée à partir de devis (coûts et plannings) dont la dernière mise à jour date de 2008. Le réexamen de ces devis devrait être finalisé sur le second semestre 2012.

Le taux d'actualisation et la méthode de calcul pour l'évaluation des provisions sont identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2011. Les contraintes de plafond réglementaire et les facteurs de sensibilité des provisions aux hypothèses retenues restent également identiques.

Les charges correspondantes sont évaluées aux conditions économiques de fin juin 2012 et réparties selon un échéancier prévisionnel de décaissements et provisionnées en valeur actualisée (le taux d'actualisation nominal retenu par EDF pour le calcul des provisions est de 5 %, prenant en compte une hypothèse d'inflation de 2 %, soit un taux réel proche de 3 %).

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012		31.12.2011	
	Montants des charges aux conditions économiques de fin de période	Montants provisionnés en valeur actualisée	Montants des charges aux conditions économiques de fin de période	Montants provisionnés en valeur actualisée
Gestion du combustible utilisé	14 891	9 081	14 844	9 143
Gestion à long terme des déchets radioactifs	24 006	6 744	23 801	6 722
Aval du cycle nucléaire	38 897	15 825	38 645	15 865
Déconstruction des centrales nucléaires	21 244	11 571	21 108	11 366
Derniers cœurs	3 941	2 071	3 888	2 012
Déconstruction et derniers cœurs	25 185	13 642	24 996	13 378

21.4 AVANTAGES DU PERSONNEL

21.4.1 Groupe EDF

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Provision pour avantages du personnel - part courante	974	940
Provision pour avantages du personnel - part non courante	16 287	14 611
Provision pour avantages du personnel	17 261	15 551

21.4.1.1 Décomposition de la variation de la provision

<i>(en millions d'euros)</i>	Engagements	Actifs de couverture	Engagements nets des actifs de couverture	Coûts des services passés non comptabilisés	Provision au bilan
Solde au 31.12.2011	28 267	(12 594)	15 673	(122)	15 551
Charge nette du 1 ^{er} semestre 2012	1 157	(316)	841	7	848
Variation des écarts actuariels	1 841	(306)	1 535	-	1 535
Cotisations versées aux fonds	-	(179)	(179)	-	(179)
Cotisations salariales	10	(10)	-	-	-
Prestations versées	(682)	115	(567)	-	(567)
Coût des services passés non acquis	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	233	(186)	47	-	47
Mouvements de périmètre	34	-	34	-	34
Autres variations	18	(27)	(9)	1	(8)
Solde au 30.06.2012	30 878	(13 503)	17 375	(114)	17 261

21.4.1.2 Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012
Coût des services rendus	(371)
Charges d'intérêts (actualisation)	(691)
Rendement escompté des actifs de couverture	316
Coûts des services passés	(7)
Variation des écarts actuariels - avantages à long terme	(96)
Effet d'une réduction ou liquidation de régime	1
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	(848)
dont :	
Résultat d'exploitation	(473)
Résultat financier	(375)

21.4.1.3 Provision par segment opérationnel

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Italie	Autre international	Autres activités	Total
Engagements au 31.12.2011	21 454	6 027	37	462	287	28 267
Charge nette du 1 ^{er} semestre 2012	884	244	2	17	10	1 157
Variation des écarts actuariels	1 482	316	1	-	42	1 841
Cotisations versées aux fonds	-	-	-	-	-	-
Cotisations salariales	-	10	-	-	-	10
Prestations versées	(571)	(95)	(1)	(11)	(4)	(682)
Coût des services passés non acquis	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	-	222	-	10	1	233
Mouvements de périmètre	-	-	17	6	11	34
Autres variations	-	(3)	(2)	(3)	26	18
Engagements au 30.06.2012	23 249	6 721	54	481	373	30 878
Juste valeur des actifs de couverture	(7 667)	(5 478)	-	(195)	(163)	(13 503)
Coûts des services passés non comptabilisés	(111)	-	-	(2)	(1)	(114)
Provision au 30.06.2012 au titre des avantages du personnel	15 471	1 243	54	284	209	17 261

(en millions d'euros)

	France	Royaume-Uni	Italie	Autre international	Autres activités	Total
Engagements au 31.12.2011	21 454	6 027	37	462	287	28 267
Juste valeur des actifs de couverture	(7 306)	(4 978)	-	(181)	(129)	(12 594)
Coûts des services passés non comptabilisés	(117)	-	-	(3)	(2)	(122)
Provision au 31.12.2011 au titre des avantages du personnel	14 031	1 049	37	278	156	15 551

21.4.2 France

Le secteur France regroupe principalement EDF et ERDF, pour lesquelles la quasi-totalité du personnel bénéficie du statut des IEG, incluant le régime spécial de retraite et le bénéfice d'autres avantages statutaires.

21.4.2.1 Décomposition de la variation de la provision

(en millions d'euros)	Engagements	Actifs de couverture	Engagements nets des actifs de couverture	Coûts des services passés non comptabilisés	Provision au bilan
Soldes au 31.12.2011	21 454	(7 306)	14 148	(117)	14 031
Charge nette du 1 ^{er} semestre 2012	884	(176)	708	6	714
Variation des écarts actuariels	1 482	(185)	1 297	-	1 297
Cotisations versées aux fonds	-	(10)	(10)	-	(10)
Cotisations salariales	-	-	-	-	-
Prestations versées	(571)	10	(561)	-	(561)
Coût des services passés non acquis	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-
Soldes au 30.06.2012	23 249	(7 667)	15 582	(111)	15 471

La variation des écarts actuariels est principalement liée à la baisse de 0,5 point du taux d'actualisation des engagements de long terme envers le personnel, qui s'établit à 4,5% au 30 juin 2012 (5,0% au 31 décembre 2011).

21.4.2.2 Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

	30.06.2012
<i>(en millions d'euros)</i>	
Coût des services rendus	(255)
Charges d'intérêts (actualisation)	(534)
Rendement escompté des actifs de couverture	176
Coûts des services passés	(6)
Variation des écarts actuariels - avantages à long terme	(95)
Effet d'une réduction ou liquidation de régime	-
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	(714)
dont :	
Résultat d'exploitation	(356)
Résultat financier	(358)

21.4.2.3 Hypothèses actuarielles

<i>(en %)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Taux d'actualisation	4,50%	5,00%
Taux de rendement attendu des actifs sur retraites	4,70%	4,70%
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	2,00%

En France, le taux d'actualisation des engagements de long terme envers le personnel a été déterminé sur la base du rendement des obligations d'Etat d'une durée comparable - OAT 2035, d'une durée de 14 ans homogène avec celle des engagements au personnel - auquel a été ajouté un spread calculé sur les obligations d'entreprises non financières de première catégorie, en tenant compte de leur durée.

L'application de cette méthode a conduit le Groupe à revoir le taux d'actualisation à 4,5% pour le 1^{er} semestre 2012.

21.4.3 Royaume-Uni

21.4.3.1 Décomposition de la variation de la provision

<i>(en millions d'euros)</i>	Engagements	Actifs de couverture	Engagements nets des actifs de couverture	Coûts des services passés non comptabilisés	Provision au bilan
Soldes au 31.12.2011	6 027	(4 978)	1 049	-	1 049
Charge nette du 1 ^{er} semestre 2012	244	(130)	114	-	114
Variation des écarts actuariels	316	(118)	198	-	198
Cotisations versées aux fonds	-	(156)	(156)	-	(156)
Cotisations salariales	10	(10)	-	-	-
Prestations versées	(95)	95	-	-	-
Coût des services passés non acquis	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	222	(182)	40	-	40
Mouvements de périmètre	-	-	-	-	-
Autres variations	(3)	1	(2)	-	(2)
Soldes au 30.06.2012	6 721	(5 478)	1 243	-	1 243

21.4.3.2 Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

	30.06.2012
<i>(en millions d'euros)</i>	
Coût des services rendus de l'exercice	(100)
Charges d'intérêts (actualisation)	(144)
Rendement escompté des actifs de couverture	130
Effet d'une réduction ou liquidation de régime	-
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	(114)
dont :	
Résultat d'exploitation	(100)
Résultat financier	(14)

21.4.3.3 Hypothèses actuarielles

<i>(en %)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Taux d'actualisation	4,40%	4,70%
Taux de rendement attendu des actifs sur retraites	5,10%	5,10%
Taux d'augmentation des salaires	4,60%	4,70%

21.5 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

21.5.1 AUTRES PROVISIONS

Les variations des autres provisions se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2011	Augmentations	Diminutions		Mouvements de périmètre	Autres mouvements	30.06.2012
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
Provisions pour risques liés aux participations	194	-	-	(18)	-	(2)	174
Provisions pour risques fiscaux	266	24	(2)	-	148	1	437
Provisions pour litiges	563	6	(12)	(36)	71	2	594
Provisions pour contrats onéreux	768	18	(117)	-	-	16	685
Autres provisions	1 153	606	(469)	(45)	179	(85)	1 339
Autres provisions	2 944	654	(600)	(99)	398	(68)	3 229

Les provisions pour contrats onéreux intègrent l'évaluation en juste valeur :

- des contrats de vente British Energy pour 53 millions d'euros au 30 juin 2012 (130 millions d'euros au 31 décembre 2011) ;
- des contrats de vente CENG pour 494 millions d'euros au 30 juin 2012 (491 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Au 30 juin 2012, les autres provisions intègrent des provisions pour quotas d'émission de gaz à effet de serre et certificats d'énergie renouvelable à hauteur de 574 millions d'euros (466 millions d'euros au 31 décembre 2011).

21.5.2 PASSIFS EVENTUELS

Les principales évolutions observées sur le 1^{er} semestre 2012 par rapport aux éléments présentés dans l'annexe aux comptes consolidés 2011 en note 45 sont les suivantes.

21.5.2.1 *Assignment du Land du Bade-Wurtemberg / EnBW*

Le 22 février 2012, EDF International a reçu une demande d'arbitrage déposée auprès de la Chambre de Commerce Internationale par la société de droit allemand Neckarpri GmbH, véhicule d'acquisition du Land du Bade-Wurtemberg dans le cadre de la cession par le groupe EDF de sa participation dans EnBW, conclue le 6 décembre 2010 et finalisée le 17 février 2011.

La société Neckarpri prétend que le niveau de prix payé au titre de l'acquisition de la participation du groupe EDF dans EnBW serait excessif et dès lors constitutif d'une aide d'État illégale. Sur ce fondement, Neckarpri demande à titre principal le remboursement de la partie prétendument excessive du prix. Ce montant, initialement évalué à 2 milliards d'euros dans la demande d'arbitrage, a été réévalué à 840 millions d'euros le 11 juillet 2012 dans un nouveau rapport d'expert mandaté par le Land sur la valorisation d'EnBW. Alternativement, Neckarpri demande la résolution de la vente de la participation du groupe EDF dans EnBW.

EDF considère cette demande dépourvue de fondement et abusive, et envisage de réclamer des dommages et intérêts pour les préjudices de toute nature subis du fait de cette procédure.

21.5.2.2 *Réseau d'Alimentation Général – Rejet du pourvoi de la Commission européenne*

Par arrêt du 15 décembre 2009, le Tribunal de l'Union européenne avait annulé la décision de la Commission européenne du 16 décembre 2003 qualifiant d'aide d'État le traitement fiscal des provisions créées pour le renouvellement du Réseau d'Alimentation Général (RAG) dans le cadre de la recapitalisation d'EDF en 1997 et ordonnant la récupération par l'État du montant réactualisé de 1 224 millions d'euros (payé par EDF en février 2004). L'État avait donc remboursé cette somme à EDF le 30 décembre 2009, puis la Commission avait formé en février 2010 un pourvoi devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

Par un arrêt du 5 juin 2012, la Cour de justice de l'Union européenne a rejeté le pourvoi de la Commission européenne et confirmé l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne du 15 décembre 2009.

21.5.2.3 *ERDF – Recours contre les décisions tarifaires TURPE 3*

Le 17 août 2009, un recours a été formé auprès du Conseil d'Etat par certains intervenants du marché de l'énergie, visant à annuler les décisions tarifaires TURPE 3 des 5 mai et 5 juin 2009. Le Conseil d'Etat a rendu le 28 mars 2012 une décision qui confirme la régularité de la procédure d'adoption de TURPE 3 mais demande, avant de se prononcer au fond, un avis externe portant notamment sur le mode de détermination du coût moyen pondéré du capital.

21.5.2.4 *Offre publique obligatoire Edison – Recours de la société Carlo Tassara*

La société Carlo Tassara, principal actionnaire minoritaire d'Edison, a engagé une procédure le 12 juillet 2012 devant le Tribunal Administratif Régional du Latium (Rome) demandant au fond une augmentation du prix de l'offre publique obligatoire sur Edison lancée par TdE. Carlo Tassara demande également la suspension de l'avis de la CONSOB du 3 mai 2012 qui a permis à TdE le lancement de l'offre sur la base d'un prix de 0,89 euro, et donc une suspension de l'offre en cours. A l'audience sur la suspension du 25 juillet 2012, le Tribunal a refusé cette demande de suspension en l'absence de décision de la CONSOB sur la demande de Carlo Tassara d'augmentation du prix de l'offre décrite ci-dessous. Une nouvelle audience est donc fixée au 30 août 2012. La décision du Tribunal au fond concernant la demande relative au prix de l'offre de 0,89 euro ne devrait intervenir que vers la fin de l'année 2012 au plus tôt, quelle que soit par ailleurs la décision du Tribunal sur la suspension.

En parallèle, le 31 mai 2012, le demandeur a adressé à la CONSOB une demande d'augmentation du prix de l'offre publique obligatoire. La date limite pour une réponse de la CONSOB à cette demande est le 3 août 2012.

22 PASSIFS SPECIFIQUES DES CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE EN FRANCE

La variation des passifs spécifiques des concessions sur biens existants et sur biens à renouveler s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Contre-valeur des biens	40 861	40 307
Financement concessionnaire non amorti	(19 774)	(19 383)
Droits sur biens existants - valeurs nettes	21 087	20 924
Amortissement financement du concédant	10 210	9 923
Provisions pour renouvellement	10 777	10 922
Droits sur biens à renouveler	20 987	20 845
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	42 074	41 769

Les passifs spécifiques des concessions sont évalués suivant des méthodes identiques à celles exposées dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2011, en particulier dans la note 1.3.2.6 qui décrit l'impact d'une méthode alternative de calcul. Celle-ci conduirait à déterminer le montant des engagements contractuels à partir de la valeur actuelle du montant à décaisser pour faire face au renouvellement des biens concédés à l'issue de leur durée de vie.

23 PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

23.1 REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012			31.12.2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts et dettes financières	45 364	14 686	60 050	41 989	8 045	50 034
Juste valeur négative des dérivés de transaction	-	3 928	3 928	-	3 433	3 433
Juste valeur négative des dérivés de couverture	746	1 453	2 199	699	1 311	2 010
Passifs financiers	46 110	20 067	66 177	42 688	12 789	55 477

La hausse de la part courante des emprunts et dettes financières observée sur le 1^{er} semestre 2012 est liée à hauteur de 2 005 millions d'euros à TdE et Edison.

23.2 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

23.2.1 VARIATIONS DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

<i>(en millions d'euros)</i>	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Emprunts liés aux biens reçus en location financement	Intérêts courus	Total
Soldes au 31.12.2011	37 524	5 481	5 567	371	1 091	50 034
Augmentations	3 943	806	3 729	2	130	8 610
Diminutions	(536)	(1 272)	(289)	-	(38)	(2 135)
Ecart de conversion	359	41	73	-	1	474
Mouvements de périmètre	944	1 656	152	23	2	2 777
Autres mouvements ⁽¹⁾	342	(29)	(23)	19	(19)	290
Soldes au 30.06.2012	42 576	6 683	9 209	415	1 167	60 050

(1) Les autres mouvements sur emprunts et dettes financières correspondent à des variations de juste valeur pour un montant de 358 millions d'euros.

Au cours du 1^{er} semestre 2012, EDF a reçu les fonds provenant des émissions obligataires suivantes :

- deux milliards d'euros avec un coupon annuel de 3,875% d'une maturité de 10 ans, en date du 18 janvier 2012 ;
- un milliard d'euros, avec un coupon de 4,125%, d'une maturité de 15 ans, et 500 millions de livres sterling avec un coupon de 5,5%, d'une maturité de 25 ans, en date du 27 mars 2012.

23.2.2 ECHEANCIER DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

<i>(en millions d'euros)</i>	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Emprunts liés aux biens reçus en location financement	Intérêts courus	Total
A moins d'un an	1 968	3 028	8 483	40	1 167	14 686
Entre un et cinq ans	11 939	1 546	332	111	-	13 928
A plus de cinq ans	28 669	2 109	394	264	-	31 436
Emprunts et dettes financières au 30.06.2012	42 576	6 683	9 209	415	1 167	60 050

23.2.3 LIGNES DE CREDIT

Le Groupe dispose de lignes de crédit auprès de différentes banques pour un montant global de 9 128 millions d'euros au 30 juin 2012 (10 179 millions d'euros au 31 décembre 2011).

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012			31.12.2011	
	Total	Échéances		Total	
		< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	
Lignes de crédit confirmées	9 128	1 310	7 812	6	10 179

La variation des lignes de crédit observée sur le 1^{er} semestre 2012 intègre un effet favorable de 234 millions d'euros suite au passage en intégration globale d'Edison à compter du 24 mai 2012.

23.3 ENDETTEMENT FINANCIER NET

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30.06.2012	31.12.2011
Emprunts et dettes financières	23.2	60 050	50 034
Dérivés de couvertures des dettes		(1 149)	(834)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(4 920)	(5 743)
Actifs liquides	16.2.2	(13 062)	(9 024)
Prêt à RTE	15.1.2	(1 203)	(1 400)
Endettement financier net lié aux actifs destinés à être cédés		-	252
Endettement financier net		39 716	33 285

La prise de contrôle conduisant à une intégration globale d'Edison et de TdE se traduit par une augmentation de l'endettement financier net du groupe EDF au 30 juin 2012 de 2 390 millions d'euros (voir note 3.1.6).

24 AUTRES CREDITEURS

Les éléments constitutifs des autres créditeurs se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Avances et acomptes reçus	6 349	6 696
Fournisseurs d'immobilisations	1 796	2 404
Dettes fiscales et sociales	7 359	7 102
Produits constatés d'avance	5 739	5 935
Autres dettes	2 850	2 752
Autres créditeurs	24 093	24 889
dont part non courante	4 803	4 989
dont part courante	19 290	19 900

Au 30 juin 2012, les avances et acomptes reçus comprennent les paiements faits par les clients mensualisés particuliers et professionnels d'EDF pour 5 419 millions d'euros (5 239 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Au 30 juin 2012, les dettes fiscales et sociales incluent notamment un montant de 632 millions d'euros au titre de la CSPE d'EDF à collecter sur l'énergie livrée non facturée (579 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Au 30 juin 2012, les produits constatés d'avance comprennent chez EDF, les avances partenaires versées dans le cadre du financement des centrales nucléaires pour 2 810 millions d'euros (2 814 millions au 31 décembre 2011), dont une avance de 518 millions d'euros versée par le groupe Enel dans le cadre du partenariat industriel conclu autour de l'EPR de Flamanville (513 millions d'euros au 31 décembre 2011). Cette avance fait l'objet de conditions contractuelles spécifiques qui autorisent Enel – en cas de survenance – à se désengager financièrement et opérationnellement de ce projet, avec pour conséquence l'obligation pour le groupe EDF de procéder à son remboursement.

Les produits constatés d'avance intègrent également depuis 2010, l'avance versée au groupe EDF dans le cadre du contrat avec le consortium Exeltium.

25 ENGAGEMENTS HORS BILAN

25.1 ENGAGEMENTS DONNES

<i>(en millions d'euros)</i>		30.06.2012	31.12.2011
Engagements donnés liés à l'exécution de contrats d'exploitation	25.1.1	20 986	19 791
Engagements liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs	25.1.2	984	629
Engagements donnés liés au financement	25.1.3	4 411	3 906

Par ailleurs, les engagements d'achats de matières premières, d'énergie et de combustible nucléaire s'élèvent à 39 928 millions d'euros au 31 décembre 2011. Hormis l'effet du passage en intégration globale d'Edison, aucune variation significative n'a été constatée sur le 1^{er} semestre 2012.

25.1.1 ENGAGEMENTS DONNES LIES A L'EXECUTION DE CONTRATS D'EXPLOITATION

Au 30 juin 2012, les éléments constitutifs des engagements liés à l'exploitation sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Garanties de bonne exécution / bonne fin / soumission	560	566
Engagements sur commandes d'exploitation	4 807	4 354
Engagements sur commandes d'immobilisations	11 699	12 083
Autres engagements liés à l'exploitation	3 920	2 788
Engagements donnés liés à l'exécution de contrats d'exploitation	20 986	19 791

La variation observée sur le 1^{er} semestre 2012 intègre principalement l'effet du passage en intégration globale d'Edison au 24 mai 2012.

25.1.2 ENGAGEMENTS LIES AUX ACQUISITIONS DE TITRES DE PARTICIPATIONS ET D'ACTIFS

Les éléments constitutifs des engagements liés aux investissements sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Engagements d'acquisition de titres	948	427
Autres engagements donnés liés aux investissements	36	202
Engagements liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs	984	629

L'offre publique obligatoire lancée par le Groupe le 2 juillet 2012 au bénéfice des actionnaires minoritaires d'Edison génère dans les comptes consolidés semestriels 2012 un engagement d'acquisition de titres pour un montant de 893 millions d'euros.

Les engagements d'acquisition de titres du 31 décembre 2011 incluent l'engagement de rachat des participations d'EnBW dans des entités polonaises pour un montant de 301 millions d'euros. Le rachat de ses participations par le Groupe est intervenu le 16 février 2012.

25.1.3 ENGAGEMENTS DONNES LIES AU FINANCEMENT

Les éléments constitutifs des garanties sur emprunts du Groupe au 30 juin 2012 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Sûretés réelles d'actifs	3 826	3 449
Garanties sur emprunts	246	158
Autres engagements liés au financement	339	299
Engagements donnés liés au financement	4 411	3 906

25.2 ENGAGEMENTS REÇUS

Les engagements reçus détaillés ci-après ne comprennent pas les lignes de crédit - détaillées en note 23.2.3 - et les engagements de livraison d'électricité.

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Engagements reçus liés à l'exploitation	1 826	1 871
Engagements reçus liés aux acquisitions de titres de participations et d'actifs	18	18
Engagements reçus liés au financement	242	239

26 COMPOSITION DU PORTEFEUILLE D'ACTIFS DEDIES D'EDF

Dans le cadre de l'ouverture progressive des marchés de l'électricité, EDF met en place progressivement un portefeuille d'actifs financiers réservés à la sécurisation du financement des engagements nucléaires de long terme, et plus précisément à la déconstruction des centrales et à la gestion à long terme des déchets radioactifs. Les caractéristiques de ce portefeuille ainsi que ses principes de gestion et la réglementation applicable sont exposés en note 48 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2011.

Les actifs dédiés figurent dans les comptes consolidés d'EDF pour les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Présentation au bilan	30.06.2012	31.12.2011
Actions		6 688	5 801
Titres de dettes et portefeuille trésorerie		7 407	7 510
Actifs dédiés – actions et titres de dettes	Actifs financiers disponibles à la vente	14 095	13 311
Dérivés de couverture de change / actions	Juste valeur des dérivés de couverture	-	(22)
Autres éléments		-	2
Placements diversifiés obligataires et actions		14 095	13 291
RTE (50% de la participation détenue par le Groupe) ⁽¹⁾	Participations dans les entreprises associées	2 371	2 310
Total actifs dédiés		16 466	15 601

(1) La valeur des titres RTE affectés aux actifs dédiés au 31 décembre 2011 est retraitée de l'impact de (58) millions d'euros lié au changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel postérieurs à l'emploi.

Les dotations, suspendues depuis le mois d'octobre 2011, ont repris en janvier 2012, et la dotation de trésorerie pour le 1^{er} semestre 2012 au portefeuille d'actifs dédiés s'établit à 366 millions d'euros (210 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2011).

Au 30 juin 2012, la différence entre la juste valeur et le prix de revient des placements diversifiés obligataires et actions comptabilisée en capitaux propres est positive de 719 millions d'euros avant impôt (219 millions d'euros au 31 décembre 2011).

27 PARTIES LIEES

La nature des opérations avec les parties liées n'a pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2011. En particulier, le Groupe continue à entretenir des relations significatives avec les entreprises du secteur public, notamment auprès du groupe AREVA pour la fourniture, le transport et le retraitement du combustible nucléaire et la maintenance des centrales nucléaires. Le groupe AREVA intervient également en tant que fournisseur dans la réalisation du projet EPR (European Pressurized Reactor) et contribue ainsi à la formation d'engagements sur commandes d'immobilisations.

Les transactions avec RTE sont présentées en note 15.1.

28 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

28.1 OFFRE PUBLIQUE OBLIGATOIRE DU GROUPE EDF SUR EDISON

Le 27 juin 2012, l'autorité italienne des marchés financiers (CONSOB) a autorisé Transalpina di Energia S.r.l. (TdE), filiale à 100% du groupe EDF, à lancer l'offre publique obligatoire annoncée sur les actions ordinaires d'Edison S.p.A. qu'elle ne détient pas encore, soit 1 003 045 298 actions représentant 19,36% du capital de la société, à un prix de 0,89 euro par action.

L'ouverture de l'offre a eu lieu le 2 juillet 2012 et, sauf prolongation, la clôture interviendra le 3 août 2012.